

COLERE ET INDIGNATION

VOLET N°1 : Les chiffres relatifs à la contamination de l'air existent mais ils sont confisqués par les Etats !

Un réseau international composé de plus de **60 laboratoires d'analyse** a été mis en place par l'Organisation chargée du Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires (TICEN), traité ouvert à la signature en 1996). Ces laboratoires sont équipés de détecteurs de très haute précision, répartis sur l'ensemble de notre planète, **qui contrôlent quotidiennement la radioactivité de l'air**. Leur mission : rechercher les très faibles quantités de produits radioactifs qui pourraient indiquer qu'un essai nucléaire a été effectué en violation du Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires (TICEN).

Les résultats de ces analyses auraient permis de suivre, jour après jour, depuis le 12 mars 2011, la progression des masses d'air contaminé par les rejets radioactifs de la centrale nucléaire de FUKUSHIMA DAIICHI. En fait, presque rien n'a filtré car les résultats sont transmis à des organismes officiels strictement sélectionnés par les Etats et qui sont tenus de ne rien divulguer. Seuls des pays comme l'Allemagne et l'Autriche ont passé outre et communiqué quelques séries de résultats utiles pour comprendre l'évolution dans le temps et dans l'espace de la contamination. Pour l'essentiel, c'est le secret qui domine. Le réseau international de mesure est pourtant financé par de l'argent public et les populations ont droit à cette information.

La publication des données du réseau du TICEN (ou CTBT)¹ ainsi que des installations nucléaires nord-américaines aurait renseigné précisément sur les niveaux de contamination de l'air et nous aurait permis d'évaluer de façon fiable les niveaux de risque bien avant que les masses d'air contaminé n'arrivent sur l'Europe.

La CRIIRAD lance un appel international, invitant citoyens, associations, scientifiques, élus ... de tous pays à se mobiliser à ses côtés afin d'exiger que les résultats relatifs à la contamination radioactive de l'air, obtenus grâce à l'argent public, soient mis à disposition du public ET SERVENT A SA PROTECTION.

Amérique du nord : très peu de chiffres et beaucoup d'interrogations

L'ancien titre du paragraphe était : « Pas de données interprétables pour l'Amérique du nord ! »

Les commentaires ajoutés au document initial sont en violet.

Plus de 10 jours après le début des rejets radioactifs, les masses d'air contaminé ont traversé des pays aussi étendus que les Etats-Unis et le Canada, des pays qui disposent d'équipements performants, leur permettant d'évaluer précisément l'activité volumique² de chacun des radionucléides présents, en tout cas

¹ Le CTBT, ou Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty, est un accord multilatéral ouvert à la signature le 24 septembre 1996. Infos sur le site de l'Organisation du CTBT (CTBTO) à www.ctbto.org.

² L'activité volumique s'exprime en becquerels par mètre cube d'air (notée Bq/m³). Elle renseigne sur le nombre de désintégrations qui se produisent par unité de temps et de volume. Une valeur de 15 Bq/m³ signifie que dans un mètre cube d'air, à chaque seconde, 15 noyaux d'atomes radioactifs se désintègrent en émettant des rayonnements ionisants. Cette valeur décroît en fonction de la période radioactive du radionucléide considéré. La période correspond au temps au bout duquel l'activité est divisée par 2 : 8 jours pour l'iode 131 ; 30 ans pour le césium 137 ; 2 ans pour le césium 134.

des plus problématiques d'un point de vue sanitaire. Or, en dépit des recherches conduites depuis plusieurs jours, la CRIIRAD n'a trouvé aucun chiffre sur la contamination de l'air. Ne sont accessibles que des résultats sur les débits de dose ou les taux d'émissions de rayonnements bêta et gamma, qui ne permettent pas d'évaluer le niveau de risque. Ils ne permettent d'ailleurs même pas d'établir une relation certaine entre l'élévation des valeurs et le passage des masses d'air contaminé.

Précisons à cet égard que les balises de l'IRSN implantées à Saint-Pierre et Miquelon, en Martinique et en Guadeloupe ne mesurent que le niveau de rayonnement (les débits de dose exprimés en $\mu\text{Sv/h}$). Ces résultats ne permettent pas d'évaluer les risques.

**CORRECTIF CONCERNANT LES ETATS-UNIS :
lire en fin de document**

Black-out international

A la recherche de stations de mesures intermédiaires entre le Japon et la France, le laboratoire de la CRIIRAD s'est tourné vers le réseau mis en place par l'Organisation du Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires (OTICEN).

Il s'agit de stations de mesure réparties sur l'ensemble de la planète et qui enregistrent divers paramètres afin de contrôler qu'aucun essai nucléaire souterrain n'est effectué en violation des dispositions du traité (cf. Corée du Nord). Elles mesurent plusieurs paramètres : données sismiques, hydroacoustiques, infrasoniques et radionucléides. Une soixantaine de stations sont équipées de laboratoires d'analyses radiologiques (voir carte ci-dessous). Elles sont capables de mesurer de très faibles niveaux de contamination dans l'air car l'une de leurs missions est de mesurer la contamination consécutive aux essais nucléaires atmosphériques.



Ces laboratoires disposent de systèmes de détection de la radioactivité parfaitement adaptés à l'identification et à la quantification des produits radioactifs présents dans les masses d'air contaminé par les rejets radioactifs de la centrale nucléaire de FUKUSHIMA DAIICHI.

Le samedi 19 mars, la CRIIRAD adressait donc une demande de communication de résultats à Mme THUNBORG, responsable de l'information publique à l'OTICEN. Elle nous répondait le lendemain soir qu'elle transmettait notre demande à la division en charge de la sécurité des données³. Le lundi, faute

³ "I have forwarded your request to the Division responsible for the Secure data. They will get back to you in regards to your inquiry. Best regards", Annika THUNBORG, Spokesperson and Chief of Public Information, Preparatory Commission for the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty Organization (CTBTO), UN, Vienna, Austria.

de réponse, la CRIIRAD réitérait sa demande en insistant sur l'urgence de la situation et en précisant que faute de réponse rapide elle dénoncerait publiquement la situation. Mme THUNBORG nous conseillait par retour de nous adresser aux autorités françaises et, soucieuse de nous aider, nous orientait vers des articles où des institutions autrichiennes, suédoises ou allemandes qui ont accès aux données avaient laissé filtrer quelques résultats. Nous obtenions ainsi quelques données mais trop parcellaires et impossible à corréler dans l'espace et dans le temps.

Deux heures plus tard, un courriel de M. SCOTTI⁴, nous indiquait que « Les données collectées par le réseau des stations du STP ne peuvent être communiquées qu'aux correspondants (centres de données nationaux) désignés par les Etats Signataires du TICE. Pour la France, l'organisme destinataire de ces données est le Commissariat à l'Energie Atomique ». Le responsable du laboratoire de la CRIIRAD s'adressait le jour même au CEA : « *Je vous serais reconnaissant de m'indiquer comment la CRIIRAD peut avoir accès, dans les meilleurs délais, aux données collectées par les stations de surveillance du réseau de l'OTICEN, en particulier en ce qui concerne les radionucléides (notamment Cs137 et I131, Sr 90, gaz rares, tritium, transuraniens). Il s'agit pour nous d'affiner les prévisions concernant l'impact des rejets du site de Fukushima et de répondre aux inquiétudes du public français.* »

La réponse nous parvenait le lendemain en milieu de journée : aucune donnée ne nous sera communiquée. Le réseau international de mesure obéit à des règles de confidentialité définies strictement par les Etats membres du traité d'Interdiction Complète des Essais. « Les données sont donc uniquement transmises à des points de contact nationaux nommés par les Etats qui en font une analyse dans l'objectif du Traité, à savoir détecter tout essai nucléaire qui aurait été mené en contradiction avec l'engagement des États ayant ratifié le TICE. ». Pour la France, il s'agit du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), organisme en charge du développement des activités nucléaires militaires et civiles.

La réponse indiquait en outre que « *Suite à l'accident de Fukushima, à la demande des États signataires du TICE, les données sur l'activité des radionucléides sont transmises à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) et à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Les équipes de ces deux organisations en charge des aspects sûreté et radioprotection peuvent ainsi les utiliser en complément de l'ensemble des données fournies par les États, pour établir les évaluations nécessaires à la protection des personnes susceptibles d'être concernées par les retombées de l'accident.* ». **Or, ni l'AIEA, ni l'OMS n'ont rendu publics ces résultats.**

Il faut dire que l'AIEA a en charge la promotion des activités nucléaires civiles (voir statuts)⁵ et que l'OMS qui est normalement en charge de la santé publique a signé avec l'AIEA, dès 1959, un accord qui dispose que les deux agences « agiront en coopération étroite et se consulteront régulièrement ».

BILAN : depuis plus de 10 jours, la centrale nucléaire de FUKUSHIMA DAIICHI rejette des produits radioactifs dans l'atmosphère : ces rejets ne sont ni maîtrisés ni quantifiés. Dans le même temps des stations de mesures réparties sur l'ensemble de notre planète enregistrent les niveaux de radioactivité de l'air et suivent pas à pas l'évolution de la radioactivité dans l'espace et dans le temps... mais veillent jalousement à ce que ces données restent secrètes.

Cette situation est choquante en temps normal, totalement inacceptable en situation d'urgence radiologique. Et d'autant plus inacceptable que ce réseau de mesure est financé par l'argent public !

⁴ Lucien SCOTTI, Conseiller, Représentation Permanente de la France auprès des Nations Unies et des Organisations Internationales à Vienne.

⁵ Article 2 des statuts de l'AIEA : « L'Agence s'efforce de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier. Elle s'assure, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par elle-même ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires. »

Les Etats cotisent en effet à hauteur de 55 700 000 € pour faire fonctionner les stations de mesure. Les citoyens américains respirent depuis le 17 mars dernier les particules radioactives rejetées par les réacteurs nucléaires et les piscines de stockage de combustible irradié de la centrale de FUKUSHIMA DAIICHI. Premiers contributeurs au budget du réseau, ils apprécieront de n'avoir strictement aucune donnée en contrepartie de leurs 12 millions d'euros. Un sacré marché de dupes. A noter qu'avec un versement de 3 600 000 €, les Français ne sont pas mieux lotis.

La CRIIRAD reçoit des centaines d'appels de personnes inquiètes de la contamination de l'air qu'elles respirent, inquiètes pour elles-mêmes et surtout pour leurs enfants. Elle aimerait informer correctement, et si possible rassurer, mais sur des bases solides, tous ses correspondants, qu'ils habitent le Finistère, la Martinique ou la Corée du Sud. Elle invite chaque citoyen, chaque association, chaque scientifique, chaque élus... à se mobiliser pour obtenir la levée du secret sur les niveaux de contamination de l'air.

Une pétition a été mise en ligne pour collecter des signatures sur la France mais chacun peut d'ores-et déjà relayer la mobilisation à l'étranger et intervenir auprès des autorités de son pays pour dénoncer la situation.

CORRECTIF CONCERNANT LES ETATS-UNIS :

Nous analysons ci-dessous deux communiqués en ligne sur le site de l'EPA.

- **Communiqué du 18 mars 2011 :**

<http://yosemite.epa.gov/opa/admpress.nsf/d0cf6618525a9efb85257359003fb69d/a765bae82e458d3485257857007373a5!OpenDocument>

Figurent dans ce communiqué co-signé par l'EPA et du DoE, deux résultats d'analyses effectués par des laboratoires du réseau CTBOT : l'un concerne Seattle dans l'Etat de Washington, l'autre Sacramento en Californie.

1. Le Laboratoire National du Pacifique Nord-Ouest (DoE), à **Seattle dans l'Etat de Washington** a détecté du **xénon 133** dans l'air prélevé **entre le 16 et le 17 mars**. Il s'agit d'un gaz rare radioactif artificiel présent dans les rejets radioactifs de FUKUSHIMA DAIICHI. L'activité s'élève à **100 000 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$** .

PNLN - Washington	
Xe 133	100 000 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$

Etrangement, aucun autre radionucléide n'est mentionné. Or, s'il s'agit de la contamination originaire du Japon et non pas d'une contamination locale, **le xénon est nécessairement accompagné de tout un cocktail de produits radioactifs**. La seule explication logique serait que le prélèvement d'air a été effectué sur une cartouche spéciale permettant le piégeage spécifique de ce gaz rare. Aucune précision n'est donnée dans le communiqué qui n'est accompagné par ailleurs accompagné d'aucune annexe scientifique.

2. **Le laboratoire de Sacramento** a mesuré 4 radionucléides qui sont, comme le xénon 133, présents dans les rejets de Fukushima Daiichi : **le césium 137, l'iode 131, l'iode 132 et le tellure 132**. A noter que l'activité volumique de l'iode 131 est 80 fois supérieure à celle du césium 137 (cf. les précédentes interrogations de la CRIIRAD sur l'activité réelle de l'iode 131 dans l'air de Tokyo).

Air de Sacramento - Californie	
Cs 137	2 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$
Te 132	40 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$
I 132	30 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$
I 131	165 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$

Les des deux résultats sont incohérents : uniquement du xénon 133 d'un côté et l'autre. Les auteurs du communiqué étaient manifestement à l'aise car ils indiquent dans la parenthèse qui suit le titre du communiqué : « *please note difference in what was detected in Washington Seattle and*

California ») mais aucune explication n'est donnée : ni dans ce communiqué ni dans un communiqué ultérieur.

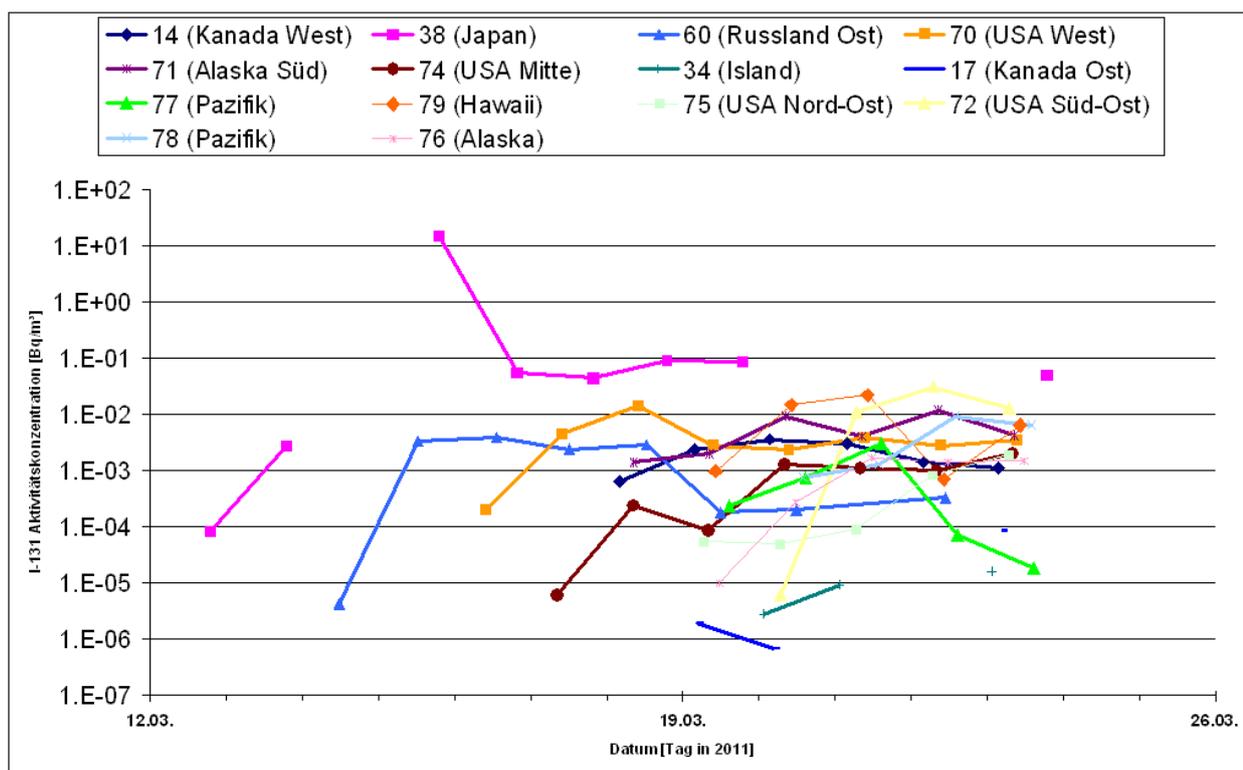
Ce qui est assez incroyable, c'est que depuis le 18 mars, date de publication de ce communiqué, aucun autre résultat n'a été diffusé. La CRIIRAD a à nouveau vérifié l'absence de mise à jour, que ce soit sur le site du DoE ou de l'EPA, ce jour 25 mars, soit plus d'une semaine après la première publication.

Lien pour accéder au site : <http://blog.energy.gov/content/situation-japan>
Lire le Pdf constitué le 25 mars 2011- 14h30

Rappelons que la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi continue de rejeter des produits radioactifs, en permanence mais de façon incontrôlée et très irrégulière. Aussi est-il indispensable d'en contrôler l'impact, jour après jour. Les masses d'air contaminé vont affluer sur les Etats-Unis comme sur l'Europe sans discontinuer pendant encore plusieurs semaines.

Grâce aux autorités allemandes (BfS) qui ont passé outre l'interdiction de diffuser les résultats du réseau de l'OTICEN (CTBTO), la CRIIRAD a découvert qu'en fait les mesures se poursuivaient... mais que les résultats, en forte hausse, n'était plus diffusés.

Le graphique ci-dessous est publié sur le site du BfS à l'adresse : http://www.bfs.de/de/ion/aktivaetskonzentrationen_jod.jpg



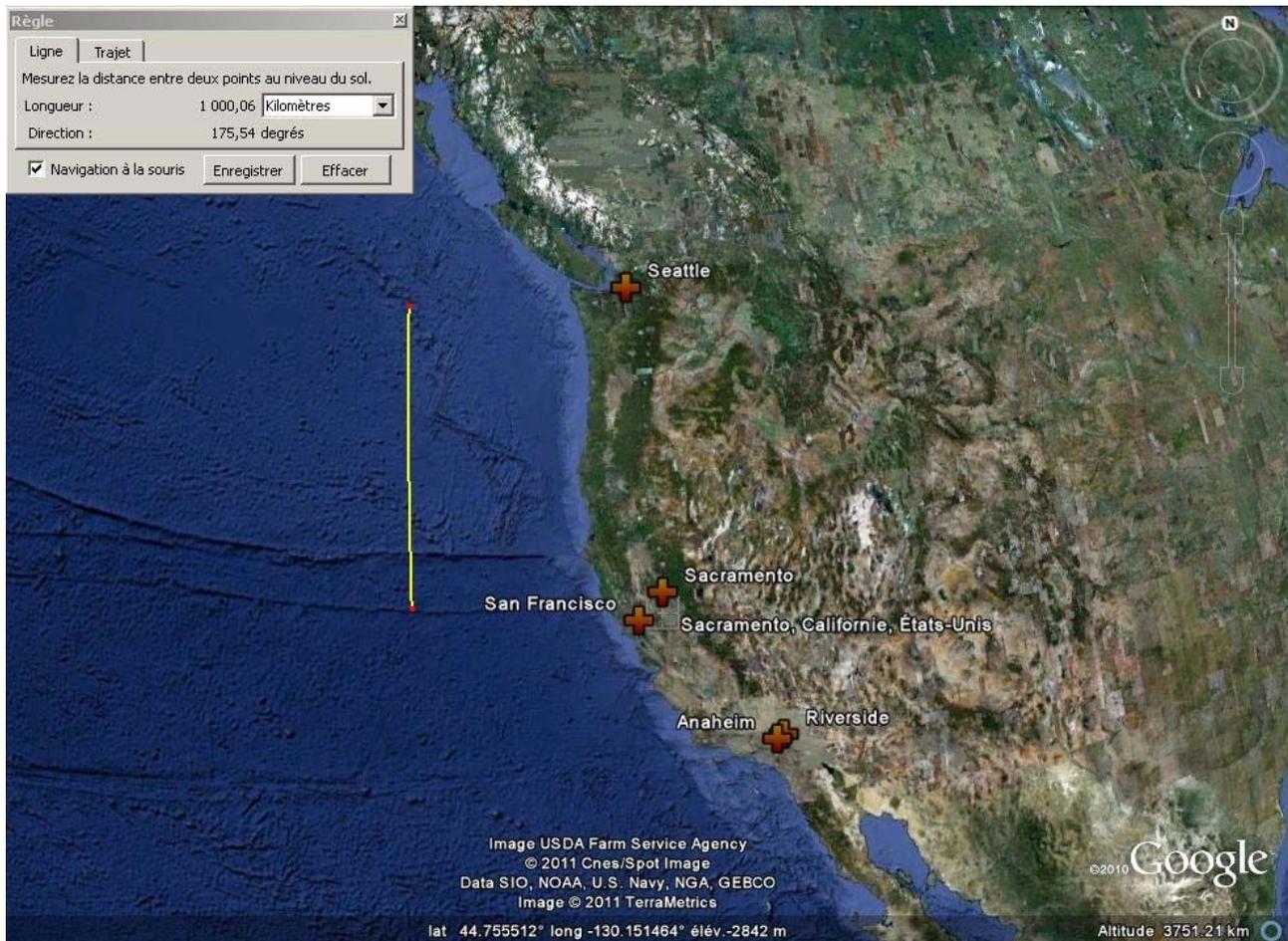
Les données de Sacramento sont représentées en orange. Malheureusement seules les activités volumiques de l'iode 131 sont représentées. Il n'y a pas de tableau associé. On ne peut donc qu'estimer les résultats en se repérant sur l'échelle des ordonnées (attention échelle logarithmique). On constate une forte augmentation du 17 au 19 mars (jusqu'à 10 000 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$, soit 10 mBq/m^3). C'est de l'ordre de 60 fois la valeur publiée par le DoE et l'EPA. Les résultats se stabilisent depuis autour de quelques mBq/m^3 (situation au 24 mars) soit 10 fois plus que la valeur initiale.

On ne sait toujours rien des concentrations en xénon 133. Si l'augmentation des valeurs est au prorata de celle de l'iode 131, elles auraient pu atteindre 6 Bq/m^3 (100 $\text{mBq} \times 60$)

- **Communiqué du 22 mars 2011 :**

<http://yosemite.epa.gov/opa/admpress.nsf/d0cf6618525a9efb85257359003fb69d/6d91c1cfe08ea8698525785b00808caf!OpenDocument>

Les filtres ont été prélevés le vendredi 18 mars sur 3 stations implantées en Californie et à Seattle dans l'Etat de Washington. La période des dépôts n'est pas indiquée. L'EPA indique que les filtres de 4 stations de son réseau Radnet présentent des « traces » d'iode , de césium et de tellure 132 cohérentes avec « l'incident » nucléaire japonais et avec les niveaux trouvés par le DoE dans l'air de Sacramento la semaine précédente.



Nous avons reproduits les résultats dans le tableau ci-dessous.

Côte ouest des Etats-Unis : activité de l'air en $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$				
Radio-nucléides	Californie			Washington
	Anaheim	Riverside	San Francisco	Seattle
Césium 137	63	9	48	17
Tellure 132	444	52	278	126
Iode 132	352	56	244	107
Iode 131	1 702	407	2 516	481

**Une urgence nous a obligés à interrompre la rédaction de ce correctif.
Une version complète sera mise en ligne dès que possible.**